



## **Réponses aux 10 questions posées par l'AMF à Philippe Poutou Candidat du Nouveau Parti Anticapitaliste**

En préambule nous remercions les nombreux maires qui par leur parrainage, ont permis à Philippe Poutou d'être candidat à cette élection présidentielle.

### **Pour l'égalité entre les territoires. (cf. 1 & 2)**

Les communes sont actuellement prises dans un double mouvement : décentralisation et intercommunalité. La décentralisation impose des transferts de compétences, bien que le principe de l'autonomie des communes soit toujours évoqué. Au nom de l'intercommunalité, ce sont des structures non élues (communautés urbaines, d'agglomération ou de pays) qui décident de l'aménagement du territoire, du logement, fixent les taux de la taxe professionnelle. Le résultat est que jamais les communes n'ont été aussi peu autonomes ni financièrement ni politiquement, jamais les cartes n'ont été aussi brouillées (plus personne ne sait qui s'occupe exactement de quoi).

Évidemment, cette politique est payée par les habitants ; sauf en période électorale, les impôts locaux (taxe d'habitation, taxe foncière) et taxes locales (taxe d'enlèvement des ordures ménagères) augmentent, il en est de même pour les services (restauration scolaire notamment) ; elle renforce encore les inégalités puisque ces impôts ne sont pas progressifs et concernent tout le monde quel que soit le revenu. Les conseils municipaux ont été vidés d'une bonne partie de leurs pouvoirs au profit de structures non élues : il n'y a aucune transparence ni pour la population, ni même pour les élu-e-s aux conseils municipaux. Les rapports devant les conseils municipaux sont quasiment inexistantes. Les conseils communautaires n'ont qu'un rôle de chambre d'enregistrement et les décisions se prennent en bureau, dans les coulisses.

Cette politique a, de plus, considérablement augmenté les inégalités territoriales entre collectivités riches et collectivités pauvres. La ville de Neuilly-sur-Seine (richissime commune de 60 000 habitants, bien connue pour son 2 % de logements sociaux) dispose d'un budget de 196 millions, tandis que celle de Vitry-sur-seine (commune de 80 000 habitants comptant plus de 40% de logements sociaux dans le département 94) doit se contenter de 178 millions d'euros. Les politiques de décentralisation et d'intercommunalité devaient corriger ces inégalités : il n'en est rien, c'est même le contraire qui se produit !

Cette politique est de plus en plus encadrée par les gouvernements et institutions européennes. Bruxelles épingle ainsi la France pour que les services intercommunaux soient ouverts à la concurrence et donc privatisés au lieu d'être mutualisés : finis les services publics locaux intercommunaux comme les centres de loisirs, ludothèques, portage de repas pour les personnes âgées avec comme conséquence des factures de plus en plus lourdes pour les usagers (eau, ordures ménagères...) qui s'ajoutent à l'augmentation des impôts locaux.

### **Organisation et autonomie des collectivités et régions (cf. 3).**

Dans un certain idéal nous serions pour que les populations puissent faire leur propre choix et leur propre expérience comme l'expérience de Porto Allegre. Ce modèle de démocratie directe nous semble le seul pertinent à ce jour afin que les populations de telle ou telle autre collectivité puisse faire ces propres choix. Aujourd'hui il y a souvent un décalage entre le choix de certaines collectivités concernant par exemple les délégations de service public et celui des populations et associations d'usagers et syndicats. La question de l'eau montre qu'il y a déjà une autonomie de décision de collectivité par rapport à l'organisation de leur service public, il est regrettable que celle-ci rentre en contradiction avec la volonté des populations.

Rares sont les élus qui se font élire sur la base d'un programme qui annonce des suppressions de classes, de bureau de poste, de ligne de bus, de privatisation de service à la petite enfance, de distribution de l'eau et pourtant s'est une réalité politique que nous connaissons partout dans nos villes. Alors oui à une cohérence globale des politiques décidés par les population elle-même !

### **L'intercommunalité ou pour l'égalité entre les territoires (cf. 4).**

Les communes sont actuellement prises dans un double mouvement : décentralisation et intercommunalité. La décentralisation impose des transferts de compétences, bien que le principe de l'autonomie des communes soit toujours évoqué. Au nom de l'intercommunalité, ce sont des structures non élues (communautés urbaines, d'agglomération ou de pays) qui décident de l'aménagement du territoire, du logement. Le résultat est que jamais les communes n'ont été aussi peu autonomes ni financièrement ni politiquement, jamais les cartes n'ont été aussi brouillées (plus personne ne sait qui s'occupe exactement de quoi).

Évidemment, cette politique est payée par les habitants ; sauf en période électorale, les impôts locaux (taxe d'habitation, taxe foncière) et taxes locales (taxe d'enlèvement des ordures ménagères) augmentent, il en est de même pour les services (restauration scolaire notamment) ; elle renforce encore les inégalités puisque ces impôts ne sont pas progressifs et concernent tout le monde quel que soit le revenu. Les conseils municipaux ont été vidés d'une bonne partie de leurs pouvoirs au profit de structures non élues : il n'y a aucune transparence ni pour la population, ni même pour les élu-e-s aux conseils municipaux. Les rapports devant les conseils municipaux sont quasiment inexistantes. Les conseils communautaires n'ont qu'un rôle de chambre d'enregistrement et les décisions se prennent en bureau, dans les coulisses.

Cette politique a, de plus, considérablement augmenté les inégalités territoriales entre collectivités riches et collectivités pauvres. La ville de Neuilly-sur-Seine (richissime commune de 60 000 habitants, bien connue pour son 2 % de logements sociaux) dispose d'un budget de 196 millions, tandis que celle de Vitry-sur-seine (commune de 80 000 habitants comptant plus de 40% de logements sociaux dans le département 94) doit se contenter de 178 millions d'euros. Les politiques de décentralisation et d'intercommunalité devaient corriger ces inégalités : il n'en est rien, c'est même le contraire qui se produit !

Cette politique est de plus en plus encadrée par les gouvernements et institutions européennes. Bruxelles épingle ainsi la France pour que les services intercommunaux soient ouverts à la concurrence et donc privatisés au lieu d'être mutualisés : finis les services publics locaux intercommunaux comme les centres de loisirs, ludothèques, portage de repas pour les personnes âgées avec comme conséquence des factures de plus en plus lourdes pour les usagers (eau, ordures ménagères...) qui s'ajoutent à l'augmentation des impôts locaux.

Le NPA se prononce pour l'égalité des droits entre les territoires :

- Une politique de péréquation corrigeant les revenus et potentiels fiscaux extrêmement variables d'une commune à l'autre

- Le développement des services publics intercommunaux, particulièrement pour les petites communes qui ont besoin de mutualiser leurs moyens
- Une intercommunalité de projets discutés, contrôlés par les habitants
- La ou des structures intercommunales sont mises en place, elles doivent être élues en même temps que les conseils municipaux en veillant à ce que toutes les communes quelle que soit leur taille soient représentées.

### **Système financier et fiscal : Une autre répartition des richesses (cf. 5)**

La fiscalité locale est doublement injuste car elle taxe proportionnellement davantage les habitants, les petits artisans et commerçants que les grands groupes et accentue les inégalités entre collectivités riches et collectivités pauvres. Une autre politique de répartition des richesses en finirait avec cette double arnaque en taxant essentiellement les profits et en redistribuant suivant les besoins.

La taxe professionnelle (que doivent les patrons aux collectivités locales) dont une partie avait été exonérée par le gouvernement de Jospin et compensée par l'Etat (donc par nous ! plus de 50 % de ce cadeau aux patrons est financé par l'impôt sur le revenu et par la TVA) est maintenant supprimée – mais les petits artisans et les petits commerçants payent relativement plus que les grandes entreprises ! Il faut une réforme de la taxe professionnelle qui s'en prenne essentiellement aux profits.

La taxe d'habitation est totalement injuste, car elle n'est pas progressive ; ses bases n'ont pas été revues depuis 1970 – on peut arriver à des situations absurdes où un manoir qui ne disposait pas de douche dans ces années est moins taxé qu'un HLM dans lequel il y avait une salle de bains et un WC indépendants. Il faut une révision complète des bases de la taxe d'habitation et installer sa progressivité.

Actuellement, les taux des taxes sont liés : les conseils municipaux n'ont quasiment plus de possibilité de jouer sur la fiscalité ; une réforme radicale devrait permettre à une collectivité où il y a, par exemple, le siège social d'un grand groupe, d'augmenter la taxe professionnelle pour diminuer de manière importante la taxe d'habitation.

De même, la péréquation entre les communes pauvres et les communes riches qui est censée faire profiter les communes pauvres de la richesse des habitants d'autres communes plus favorisées ne joue pas son rôle, elle doit être réformée et l'argent doit être réparti en fonction des besoins sociaux des populations.

### **Dépenses Publiques (cf. 6 et 7)**

La question de la dette est devenue une question politique centrale. Le NPA présente un candidat à cette élection présidentielle pour entre autre faire passer le message qu'il n'est pas question de payer une dette illégitime. Illégitime puisque nous, la population, n'avons pas décidé et nous ne savons de quoi est fait cette dette ni comment elle a été contractée. Pour cela nous sommes pour faire un audit citoyen qui nous permettra de mieux comprendre comment cette dette qui justifie aujourd'hui une politique antisociale.

Cela vaut également pour les collectivités locales.

Plus généralement nous sommes pour l'ouverture des livres de comptes des entreprises mais aussi pour contrôler comment l'argent est public est dépensé. Pour cela partout des militants du NPA participent à des collectifs contre la dette qui opère également sur les dettes des municipalités, départements et région où ils militent.

En ce qui concerne l'investissement public et des individus, nous sommes pour un service bancaire public et unique, en bref nationaliser les banques et contrôler le crédit pour un usage au service des populations. L'affaire Dexia fait très peu parler mais ce scandale financier est

plus important que le scandale du crédit lyonnais.

Par ces propositions une autre politique est possible, une politique fait par et pour l'ensemble de la population.

### **Aménagement du territoire : la reconquête des services publics ! (cf. 8)**

La désertification de nos campagnes continue. Sous couvert de rentabilité, écoles, bureaux de postes, transports ferment. Par ailleurs cette réalité touche désormais les villes moyennes et grandes où les classes sont saturées d'élèves, les bureaux de postes avec des longues queues d'attente, et les services d'urgence saturés faute d'autres endroits où se soigner. Cette situation est honteuse et doit cesser.

Alors que cette réalité est vécue par l'ensemble des salariés on nous parle de grands projets urbains qui ne répondent absolument pas au besoin de la population.

Ce n'est pas à Sarkozy par exemple, et quelques individus de décider comment les parisiens et les banlieusards devront vivre ! C'est à la population de décider, celle qui souffre de transports inadaptés et d'un manque de logements et de service public.

L'école, la santé, l'énergie, l'eau et l'assainissement doivent redevenir des services publics de qualité et de proximité. Ne pas payer la dette, récupérer les 10% de PIB qui se sont déplacés du travail au capital et taxer les profits du CAC 40 permettent de mener cette politique au service de la population.

Il s'agit de satisfaire les besoins sociaux et non le triple A des agences de notation.

Ces mesures pourront aussi satisfaire d'autres besoin comme la création d'un service public de la petite enfance et du 4<sup>ème</sup> âge.

Par ailleurs il faut développer et aménager le territoire pour satisfaire les besoins sociaux et écologiques. C'est-à-dire produire au plus près. Cela permet de créer de l'emploi, d'améliorer la vie de millions de salariés qui font de nombreuses heures de transport pour aller travailler et enfin des respecter l'environnement face à l'urgence climatique.

Pour cela aussi les transports publics ont besoin d'avantage d'investissement pour favoriser au maximum le transport collectif au transport individuel de plus en plus inaccessible à tout une partie de la population.

### **Démocratie (cf. 9 et 10)**

Comme nous l'avons indiqué dans les autres réponses nous sommes pour une démocratie directe et que la population puisse décider d'elle-même.

Je ne rappelle pas ici ce que nous avons développé plus haut mais rajouterai ce que nos éluEs défendent au quotidien dans leur commune :

A l'échelon local, les élu-e-s anticapitalistes :

- Se battent pour que la commune prenne toutes les initiatives qui peuvent favoriser l'adoption d'une loi pour le vote des étrangers, (par exemple par la création d'élus associés au conseil municipal ou l'ouverture de listes électorales aux étrangers résidant sur la commune)
- Exigent l'organisation de référendums permettant à tous les résidents de donner leur avis sur la gestion de la commune ;
- Interviennent pour donner les moyens aux associations de lutter contre les discriminations racistes à l'embauche et pour l'attribution de logements, par exemple par la création, avec des élus et des juristes, d'observatoires locaux des discriminations.

### **La démocratie, c'est le pouvoir de la population de décider et contrôler**

Bien sûr seul un changement politique global, à l'échelle nationale rompant avec les politiques libérales pourra jeter les bases d'un changement de fond et durable de notre quotidien dans nos villes et nos quartiers.

Mais à l'échelle municipale, il y a des mesures à prendre plus efficaces que des politiques de plus en plus sécuritaires et la multiplication de polices municipales. Les élu-e-s anticapitalistes défendent une politique qui doit impérativement se substituer au tout-sécuritaire. Le NPA s'oppose à une conception shérif du rôle de maire qui du coup cumule un pouvoir législatif et un pouvoir judiciaire accru sur sa commune.

Vous remerciant pour votre sollicitation et de transmettre nos réponses aux membres de votre association, nous vous prions d'accepter nos salutations fraternelles.